Brincour à la séance du 26. 6. 1907, lorsque, après une suspension, la séance fut reprise, la Chambre faillit ne pas être en nombre.⁴²⁾

Il serait évidemment tentant de reproduire de larges extraits de ce discours. Mais comme la place nous manque, nous recommandons aux juristes de se plonger dans la lecture du *Compte Rendu Officiel* pour admirer avec quelle dextérité notre fin juriste se meut dans le fouillis des nombreux avis demandés de part et d'autre à des sommités des droits civil, princier et international.

Un exemple pour démontrer comment Brincour sait parfois — avec quelle malice! — utiliser la thèse de ses adversaires: S'il prétend se rencontrer avec Silberstein c'est que «sans doute dans un moment de distraction», celui-ci a défendu une manière de voir qui corrobore la thèse de Brincour, savoir que «le mariage du prince Nicolas était régi nécessairement par le droit auquel celui-ci était soumis à cette date, c'est-à-dire le statut de famille de la branche Nassau-Weilbourg à laquelle il appartenait».⁴³⁾

Voici d'autres argumentations solides de Brincour: Merenberg n'est que comte, pas prince; il n'est donc pas «fürstlicher successionsfähiger Agnat» de la Maison de Nassau et ne peut donc pas prendre place dans le 3^e ordre de succession (p. 2390); il n'y a que les descendants d'un mariage régulier, répondant à toutes les exigences du droit civil et du droit princier, qui puissent donner le jour à des descendants entrant dans la famille de leurs parents, à des rois de France*) et à des princes ou des princesses de Nassau (p. 2396).

Et quand le Dr Welter — à qui Brincour reproche de placer le comte de Merenberg parmi la haute noblesse allemande (p. 2399) — demande à Brincour des textes à l'appui de sa thèse, il lui cite non seulement l'article 14 de la «Bundesacte» de 1815, mais également l'«Einführungsgesetz zum Bürgerlichen Gesetzbuch», articles 57 et 58 (pp. 2396, 2398).

Une fois de plus, Brincour conteste la légalité du mariage intervenu entre Nathalie de Pouschkine et le prince Nicolas de Nassau et, par conséquent, l'«Ebenbürtigkeit», l'égalité de sang, pour en venir au défaut de consentement du chef de la Maison, le duc Adolphe.

Enfin, Brincour prétend que, à l'encontre de ce que dit Michel Welter, l'«Erbverein» n'a pas la portée qu'il lui attribue, «que le dernier agnat a non seulement le droit de désigner parmi ses filles celle qui doit lui succéder; il pourrait désigner tout aussi bien un autre parent, s'il y en avait un. Maintenant, s'il use de ce droit, il use d'une faculté constitutionnelle, et l'aînée, elle est et reste désignée, sa situation est fixe; et c'est là un grand avantage pour le Grand-Duché, car pour un pays, rien n'est plus triste que de ne pas être fixé sur la succession au Trône». (p. 2419)

Et d'insister qu'étant donné que l'article 1^{er} du nouveau Statut de la famille ne modifie en rien la situation constitutionnelle du Souverain, on n'a pas besoin de changer la Constitution.

*) Allusion à une déclaration récente de Brincour, et aux paroles qu'une reine de France avait lancées à la figure de ceux qui lui avaient rapporté les débauches de son époux: «Laissez-le s'amuser tant qu'il voudra, cela ne tire pas à conséquence; moi seule, je sais faire des rois de France». (l. 2396)